

Lettre ouverte à Monsieur le Premier ministre, Manuel Valls et Monsieur le ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve

**sur la situation migratoire à Calais et ses environs,
ainsi que sur le littoral de la Manche et de la Mer du Nord**

Le 10 juillet 2014

M. le Premier ministre
Hôtel de Matignon
57, rue de Varenne
75700 Paris

M. le Ministre de l'intérieur
Place Beauvau
75800 Paris Cedex 08

Monsieur le Premier ministre, Monsieur le ministre de l'Intérieur,

La politique migratoire que vous menez aujourd'hui à l'encontre des exilé.e.s présent.e.s dans la région de Calais et sur le littoral de la Manche et de la Mer du Nord n'est guère différente de celle que les socialistes avaient sévèrement critiquée à l'époque où ils étaient dans l'opposition. Au moment de l'évacuation, à l'initiative du ministre de l'immigration d'alors, de la « jungle des Pashtouns » à Calais en septembre 2009, le premier secrétaire du Parti socialiste, François Hollande, avait dénoncé une « *opération de communication* », qui n'allait pas « *régler le problème* » puisqu'« *il n'y a pas une jungle mais des jungles* » et que « *les réfugiés vont aller ailleurs* ». Il fallait, concluait-il, « *régler la question, autant qu'il est possible, à l'échelle de l'Europe* »¹.

La maire de Lille, Martine Aubry, de son côté, avait qualifié l'évacuation de cette jungle d'« *acte totalement inhumain qui ne réglera pas le problème* », de « *faire semblant, comme quand on a détruit [le camp de] Sangatte* ». Jack Lang, alors député du Pas-de-Calais, diagnostiquait lui aussi que l'opération ne ferait « *que déplacer les exilés, les dissimuler* ». « *Ce ne sont pas, poursuivait-il, d'improbables et incertaines procédures d'asile qui offriront une perspective adaptée aux migrants, et encore moins des retours qui n'ont de volontaires que le nom* », avant de conclure : « *Le temps n'est-il pas venu de concevoir une politique humaine qui, à travers une pluralité de lieux d'accueil, permettrait de rendre une dignité à ces personnes ?* »².

Vous agissez donc aujourd'hui en parfaite contradiction avec la position que vous défendiez il y a à peine quatre ans. Ces initiatives, comme celles que vous avez prises au cours des deux dernières années, montrent que rien n'a changé en matière de politique migratoire.

1 « Les réactions au démantèlement de la "jungle" de Calais », nouvelobs.com 22 septembre 2009, <http://tempsreel.nouvelobs.com/societe/20090922.OBS2076/les-reactions-au-demantelement-de-la-jungle-de-calais.html>

2 *Ibidem*

Vous manquez de courage quand le gouvernement français décide de mener des opérations policières à l'encontre de populations vulnérables, des femmes, des hommes, des enfants qui errent depuis des mois sur les routes, dorment dehors à des températures bien souvent inférieures à 10 degrés, et sont parfois en grève de la faim pour être entendues. Lors de ces opérations, il a été constaté à plusieurs reprises des brutalités d'agents des forces de l'ordre avec l'usage de gaz lacrymogènes, des placements dans des centres de détention de personnes que la police aux frontières n'arrivera pas à expulser. Quelques jours après l'évacuation policière du 2 juillet 2014, les tribunaux administratifs et les juges des libertés et de la détention (JLD) ont remis en liberté la plupart des étranger.e.s interpellé.e.s sur la base de violation de leurs droits au moment de leur rafle. Ces pratiques sont récurrentes depuis la fermeture du camp de Sangatte en décembre 2002 et sont liées en partie à l'externalisation des contrôles migratoires britanniques sur le territoire français.

Vous manquez de courage car vous savez très bien que ce genre d'opération ne résoudra nullement la situation migratoire de la région de Calais. Les arrestations précédentes l'ont déjà montré à maintes reprises. Parmi les personnes arrêtées, certaines reviendront car leurs motivations à circuler sont bien plus fortes que les dispositifs mis en place par les autorités britanniques et françaises. Pour preuve, nombre de personnes arrivent à passer de l'autre côté de la Manche - mais à quel prix ! Des dizaines de migrant.e.s y ont perdu la vie au moment où ils/elles tentaient le passage vers l'Angleterre, sans compter le nombre de celles et ceux qui ont été blessé.e.s ou traumatisé.e.s par leur passage dans la région.

Vous manquez de courage à ne pas vouloir admettre que les motivations des migrant.e.s à aller en Angleterre reposent bien souvent sur des considérations linguistiques, familiales ou communautaires, voire sur l'incapacité des pays européens – précédemment traversés par les migrant.e.s – de mettre en place une véritable politique d'accueil. Et les conditions inhumaines et dégradantes auxquelles les migrant.e.s sont confronté.e.s – auxquelles vient de s'ajouter une énième évacuation des différents lieux de vie par les forces de l'ordre – ne font que renforcer la volonté de ces personnes à vouloir quitter la France ou d'autres pays de l'espace Schengen pour rechercher un pays où elles espèrent mieux vivre.

Vous manquez de courage à ne pas vouloir établir un lieu où les autorités françaises, anglaises ou tout autre acteur pourraient aider les personnes à concrétiser leur projet migratoire (demande d'asile, regroupement familial, etc.), fût-il d'aller en Angleterre. Certes, un tel choix engendrerait nécessairement des différends avec les autorités britanniques, mais la recherche de solutions ne doit pas se limiter à un dialogue franco-britannique : la situation migratoire de Calais – au même titre que celle qui prévaut en Grèce – relève aussi de l'Union européenne.

Vous manquez de courage à ne pas vouloir dresser un bilan des douze années qui se sont écoulées depuis la destruction du camp de Sangatte : savoir par exemple combien de migrant.e.s ont été intercepté.e.s des deux côtés de la Manche, connaître le coût financier engendré par les nombreux dispositifs mis en place et la présence permanente d'une ou plusieurs compagnies républicaines de sécurité (CRS) à Calais pour ensuite rendre ce bilan public, afin d'envisager – avec les différents acteurs institutionnels et associatifs – une alternative à cette politique migratoire qui pousse les migrant.e.s à vivre dans des conditions inhumaines et dégradantes.

Enfin vous manquez de courage en tolérant les exactions à caractère raciste – de citoyen.ne.s ou de représentant.e.s des autorités publiques – à l'encontre des migrants qui sont en transit dans la région. Tout cela ne fait qu'alimenter la haine envers les étranger.e.s.

Comme en témoignent les prises de position passées³ de plusieurs membres éminents du PS, vous connaissez très bien la réalité des faits rappelés ci-dessus.

Dans ces conditions, Monsieur le Premier ministre, Monsieur le ministre de l'Intérieur comment pouvez-vous ne pas entendre ce que vous disent les associations locales, nationales⁴ et internationales qui suivent la situation migratoire de Calais depuis près de vingt ans, à savoir que le renforcement des contrôles migratoires n'est nullement la solution qui résoudra l'impasse dans laquelle se trouvent les migrant.e.s et les autorités ?

Certains de l'attention que vous porterez à notre interpellation, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Premier ministre, Monsieur le ministre de l'Intérieur, l'expression de notre haute considération.

Signataires :

Réseaux associatifs

- Migreurop
- ELENA (Réseau d'avocats pour le droit d'asile)
- Réseau chrétien - Immigrés (RCI)
- Réseau Education sans frontières (RESF)

Associations

- ATTAC
- Auberge des migrants (Calais)
- Collectif de soutien de l'Ecole des Hautes études en sciences sociales (EHESS) aux sans-papiers et aux migrant.es
- Collectif de soutien des exilés (Paris)
- Compagnie Naje - Nous n'Abandonnerons Jamais l'Espoir (Antony - 92)
- Environnement Développement Alternatif (Lille)
- Fraternité Migrants Bassin Minier 62
- Groupe d'information et de soutien des immigré.e.s (GISTI)
- Histoire d'eux (Albias, Tarn et Garonne)
- Itinérance (Cherbourg)
- Le Réveil Voyageur (Calais)
- Ligue des droits de l'homme (Fédération du Pas-de-Calais)
- Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP)
- Ouverture & Humanité (Calais)

³ François Hollande, « Au-delà de la « jungle » ? », *Slate.fr* 19 septembre 2009. Voir également les débats parlementaires du 18 septembre 2007 à l'Assemblée nationale française lorsque Bernard Cazeneuve, alors député-maire de Cherbourg, s'adressait au ministre français de l'Immigration de l'époque Brice Hortefeux, http://2007-2012.nosdeputes.fr/seance/23#inter_098cd250a7cf7e8e627b967ba1e09758

⁴ ATD Quart Monde, CCFD-Terre Solidaire, La Cimade, Emmaüs France, Médecins du Monde, Secours Catholique, « A l'égard des exilés à Calais : Les mêmes violences, la même incohérence, les mêmes échecs », Communiqué de presse du 2 juillet 2014.

- Salam Nord/Pas-de Calais
- Section LDH de l'EHESS (Paris)
- Terre d'Errance Norrent-Fontes
- Terre d'Errance Steenvoorde
- T'OP! Théâtre de l'Opprimé 59/62

Partis politiques

- Europe Ecologie les Verts
- Parti communiste français (PCF)
- Parti de Gauche (PG)

Une copie du courrier a également été adressée au Home Office et au Premier Ministre (Royaume-Uni), au Conseil de l'Union européenne et au Président et Vice-Présidents de la commission parlementaire *Libertés civiles, justice et affaires intérieures* du Parlement Européen.